



## **Brève n°12 du 09/09/2011**

### **La CFDT demande une prise en compte des salariés dans leur vécu quotidien et plus de justice dans l'établissement des politiques publiques économiques et sociales**

#### *\* La CFDT écoute les salariés*

Vous savez, notamment si vous avez eu la visite de la CFDT INRA sur votre Centre ces derniers mois ou si vous avez répondu à une enquête dans la période récente, que la CFDT souhaite vous entendre. François Chérèque, secrétaire Général de la CFDT, vient de publier un livre où il donne la parole aux salariés ; leur réalité constitue le cœur de l'activité revendicatrice de la CFDT. D'évidence aujourd'hui, la pression morale que subissent les salariés devient de plus en plus insupportable, y compris pour les fonctionnaires, censés bénéficier de la garantie de l'emploi, comme le rappelle tristement les suicides à France Télécom. Dans « Patricia, Romain, Nabila et les autres, le Travail, entre souffrances et fierté », François Chérèque révèle la réalité d'un monde trop souvent mal connu, voire méprisé. Quel est le vécu quotidien de ces salariés qui sont fiers de leur travail, mais souffrent d'une non-reconnaissance de leur utilité sociale ? De ceux qui, d'un secteur à l'autre, ont vu ces dernières années les changements dégrader leur vie de travail ? La plupart aiment leur travail, sont intarissables à son propos et s'y épanouissent. Tous réclament d'être écouté(e)s ... sans jugement. Nous pouvons nous reconnaître dans ce diagnostic. Bien sûr, les réflexions sur l'emploi, la politique sociale et le contexte international restent indispensables, mais n'oublions pas ce point essentiel qu'est le vécu du travail au jour le jour.

#### *\* La CFDT s'oppose à toute mesure de rigueur qui accroîtrait une pauvreté déjà insupportable dans notre pays*

Les derniers chiffres de l'INSEE sur la pauvreté doivent nous faire réfléchir : en 2009, 13,5% de la population vivant en France (8,2 millions de personnes) devait boucler le mois avec moins de 954 euros. Et le chiffre s'est accru avec la crise que nous vivons depuis 2008, comme toutes les associations de solidarité le soulignent. Nul doute que les prochaines échéances électorales seront importantes : voulons-nous une société où chacun ait la chance de vivre décemment ou acceptons-nous de voir des gens dans l'incapacité de se soigner, de se loger, d'occuper un emploi non précaire ? Pour la CFDT, si la question de l'endettement public ne peut être négligée, son traitement ne peut être envisagé par la seule réduction des dépenses publiques. Celles-ci, comme dénoncées depuis longtemps par la CFDT, mettent le pays (et même les pays) au bord de la récession, en activant des plans d'austérité qui frappent en premiers les plus fragiles et les salariés aux revenus modestes (l'augmentation des taxes sur les mutuelles est à cet égard caricaturale). Il faut aujourd'hui une harmonisation européenne qui sorte de la seule rigueur (soutien de l'investissement, de la croissance et de l'emploi), une fiscalité juste et efficace (évaluation économique de toutes les niches, remise à niveau de la TVA dans certains secteurs, suppressions des exonérations sur les heures supplémentaires, création d'une tranche d'impôt supplémentaire à 50%, ...), un soutien à l'activité (reconversion des emplois industriels, mise en œuvre d'une réforme ambitieuse de la dépendance et création d'emploi par le développement des activités de service). C'est ce que la CFDT a demandé au Premier Ministre fin août ; les premières annonces de mesures ne traduisent pas pour l'instant une prise en compte de ces revendications. La CFDT proposera des moyens et mettra en place des actions permettant de répondre à ses demandes.